



International des services publics www.world-psi.org janvier 2007

À vos agendas !

20-25 janvier : Forum social mondial, Nairobi, Kenya
15 janvier-2 février : Commission des Nations Unies sur la condition de la femme, New York, États-Unis
6 février : Réunion du Comité consultatif sous-régional des femmes (Caraïbes), Sainte-Lucie
7-8 février : Réunion du SUBRAC (Caraïbes), Sainte-Lucie
28-31 janvier : Comité consultatif sous-régional de l'ISP pour l'Afrique anglophone et Comité sous-régional des femmes, Tanzanie
31 janvier-1er février : Réunion du collège électoral Russie et Asie centrale, Douchanbé, Tadjikistan
12-15 février : Mission internationale de l'ISP aux Philippines

L'ISP au Forum social mondial



La 7^{ème} édition du Forum social mondial (FSM) se tiendra à Nairobi du 20 au 25 janvier. Le FSM constitue un grand rendez-vous international social et progressiste pour les syndicats, les organisations de la société civile, les groupes de défense des droits des femmes et les associations écologistes. Ce Forum appelle les peuples du monde à promouvoir la justice sociale, la solidarité internationale, l'égalité des genres, la paix et la protection de l'environnement. L'ISP y sera bien représentée, avec plus d'une trentaine de délégué-e-s des Amériques, des Caraïbes, d'Europe, d'Afrique et d'Asie. Elle organisera des ateliers sur l'énergie en Afrique et sur les travailleuses de la santé et la migration, ainsi qu'une table ronde sur les moyens de combler les inégalités salariales entre hommes et femmes. Elle prévoit en outre de participer aux nombreuses activités mises sur pied par d'autres organisations, notamment les différents débats qui traiteront des problématiques liées à l'eau. L'ISP disposera aussi d'un stand d'information où seront exposées ses publications. Notre site Internet sera régulièrement mis à jour pour vous informer des dernières actualités en provenance de Nairobi. Merci d'envoyer vos clichés, articles et commentaires à Catherine.Laflamme@world-psi.org. Voir www.world-psi.org/WSF.

Bienvenue à Chidi King !



C'est avec grand plaisir que nous accueillons Chidi King au sein de l'ISP. Chidi assumera les fonctions de Nora Wintour pour les questions d'égalité et les droits. Chidi est juriste spécialisée en droit du travail. Elle travaillait auparavant pour la confédération syndicale britannique TUC, dans le domaine de l'emploi et des questions d'équité. Elle a aussi travaillé pour la commission de l'égalité raciale à la municipalité de Lewisham, dans la banlieue de Londres. Chidi, dont la famille est originaire du Sierra Leone, a la nationalité britannique. Elle parle français et a de bonnes connaissances en espagnol. « Je suis ravie de faire partie de l'équipe de l'ISP et d'avoir la possibilité de poursuivre l'excellent travail réalisé par Nora Wintour », a indiqué Chidi.

5 minutes de répit pour la planète !



Le groupe L'Alliance pour la Planète lance un appel dans toute la France pour se mobiliser contre le changement climatique. Le 1er février, entre 19h55 et 20h00, tout le monde est invité à éteindre ses lumières. Il ne s'agit pas seulement d'économiser de l'énergie pendant cinq minutes, mais d'attirer l'attention des citoyens, des médias et des décideurs sur le gaspillage d'énergie et l'urgence de passer à l'action. C'est le 1er février que sortira à Paris un nouveau rapport du groupe d'experts climatiques des Nations Unies. C'est l'occasion de braquer les projecteurs sur l'urgence de la situation climatique mondiale. Voir www.amisdelaterre.org.

Promouvoir l'accès des femmes à une eau salubre, abordable et en quantité suffisante



Lors de sa dernière réunion, le Comité mondial des femmes a adopté la proposition de consacrer la Journée internationale de la femme du 8 mars 2007 au thème des femmes et de l'eau. Puisque l'ISP observe également la Journée mondiale de l'eau, le 22 mars, il a été décidé de proposer des journées d'action entre le 8 et le 22 mars,

sous la bannière « Eau, femmes et travail : sources de vie ». Il s'agira de mettre en évidence les effets négatifs de la privatisation de l'eau, qui touchent les femmes de manière disproportionnée, d'exiger que le droit à l'eau soit considéré comme un droit humain, et d'exhorter les gouvernements à détenir et à gérer publiquement les ressources en eau. En alliance avec les autres fédérations internationales de syndicats, qui font de la protection de la maternité leur thème pour les célébrations du 8 mars, l'ISP souligne l'importance d'une eau salubre, abordable et en quantité suffisante dans la protection des femmes et de leurs enfants. L'ISP espère que tous ses affiliés participeront aux journées d'action, et interpelle en particulier ses comités de femmes et les syndicats des services de distribution, des services municipaux et de la santé. Elle encourage ses affiliés à s'associer à d'autres groupes de femmes et organisations de la société civile. Le dossier de campagne, qui comprend entre autres une affiche, un autocollant, une carte postale et un dépliant, sera envoyé prochainement à tous les affiliés et aux bureaux régionaux et sous-régionaux de l'ISP. Le site Internet de la campagne sera ouvert à la mi-février (www.world-psi.org/water2007) et permettra de télécharger des documents. Merci de nous informer des activités organisées par les affiliés dans le cadre de ces journées d'action :

Catherine.Laflamme@world-psi.org.

Création d'un nouveau Conseil des Syndicats mondiaux



Dans le sillage de la création de la CSI en novembre dernier, un nouveau Conseil des Syndicats mondiaux a été constitué lors d'une réunion officielle tenue les 9 et 10 janvier. Les membres du Conseil incluent la CSI, OCDE-CSC, ITF, IE, IAEA, ICEM, FIJ, ITF, FITTHC, UITA, ISP et UNI. Parmi les domaines d'action prioritaires identifiés par le Conseil des Syndicats mondiaux figurent(1) la création de syndicats et le recrutement de nouveaux adhérents (2) la financiarisation et le rôle des sociétés privées (3) les travaux des syndicats mondiaux sur les multinationales et une campagne de dénonciation des entreprises qui enfreignent les normes fondamentales du travail. Il a également été décidé de créer un groupe de travail sur le travail intérimaire et l'externalisation, et plusieurs participant-e-s ont évoqué l'impact dévastateur du travail précaire dans le secteur public. Les participant-e-s ont également insisté sur la nécessité de mieux coordonner le programme d'action sur les droits syndicaux et d'adopter une stratégie de communication concertée. Hans

Engelberts, Secrétaire général de l'ISP, a salué l'approche plus cohérente de la planification des activités communes. Au nom de la CSI, de l'IE et de l'ISP, Nora Wintour a présenté le programme conjoint des Syndicats mondiaux en matière d'égalité des genres et d'égalité des chances. Le Conseil se réunira une fois par an, et chaque organisation participante y sera représentée par trois membres. Ses activités seront supervisées par un comité de coordination. Voir <http://www.ituc-csi.org/spip.php?article559&lang=fr> et www.global-unions.org.

Conférence contre le racisme dans la région Inter-Amérique



Quelque 50 représentant-e-s des affiliés de l'ISP de la région Inter-Amérique se sont réunis à Miami du 13 au 15 décembre pour jeter les bases d'un programme de lutte contre le racisme et la xénophobie, et pour défendre et promouvoir les droits des travailleurs et travailleuses migrants. La conférence, intitulée « La lutte contre le racisme est aussi l'affaire des syndicats », était coordonnée par le Bureau régional interaméricain de l'ISP et s'inscrivait dans le cadre du suivi de la conférence sur le racisme tenue par l'ISP en 2003 au Brésil. Les délégué-e-s ont adopté une résolution sur

« Les droits des migrant-e-s, la réforme de l'immigration aux États-Unis et le 18 décembre », qui appelle les syndicats du secteur public à participer à la campagne de l'ISP sur la migration internationale et les travailleuses de la santé. La résolution critique la tentative des entreprises américaines de créer un nouveau programme de « travailleurs/euses invités » qui leur assurerait un flux constant de main-d'œuvre corvéable. Les délégué-e-s ont également adopté un plan d'action. Plus d'informations sur le site de l'ISP www.world-psi.org.

Cessons de financer le PPIAF !



L'ISP s'associe à une dizaine de syndicats et de groupes de défense de la justice sociale pour que cesse le financement, par des fonds publics européens, des conseils en matière de privatisation de l'eau dans les pays pauvres. La Commission européenne fait partie depuis peu des bailleurs de fonds du mécanisme Public-Private Infrastructure Advisory Facility (PPIAF), qui a financé des projets de privatisation de l'eau dans au moins 37 pays, pour la plupart défavorisés, allant de l'Afghanistan à la Zambie. Depuis la création du PPIAF, il apparaît de plus en plus clairement que la

privatisation de l'eau ne permet pas aux plus pauvres d'avoir accès à une eau salubre et abordable. Dans une lettre adressée à Louis Michel, Commissaire européen au développement et à l'aide humanitaire, et signée par l'ISP, les groupes demandent que l'aide européenne serve plutôt à financer des partenariats de type public-public dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, en s'appuyant sur les compétences spécialisées des agent-e-s du secteur public des pays en développement. Renseignements complémentaires à l'adresse www.world-psi.org/PPIAF

Feu vert pour la deuxième phase du projet mené au Zimbabwe



Le Conseil exécutif d'ABVAKABO a avalisé le financement de la deuxième phase d'un projet mené au Zimbabwe pour trois affiliés de l'ISP et un affilié de l'UNI, dont l'objectif consiste à développer les compétences des délégué-e-s syndicaux locaux. En assurant le maintien d'une présence syndicale sur le lieu de travail et la représentation des travailleurs/euses, les délégué-e-s peuvent présenter des revendications et résoudre les problèmes qui se posent au travail.

Le projet porte également sur le recrutement. L'année dernière, les syndicats ont ainsi réussi à maintenir leurs adhésions et à dynamiser les syndicats sur le lieu de travail. Les affiliés ont planifié le projet et font appel pour les ateliers à des responsables de l'éducation syndicale formés lors de projets précédents. Le financement provient du fonds de solidarité d'ABVAKABO. Ces fonds sont récoltés dans le cadre de la négociation collective dans différents secteurs d'ABVAKABO, dont l'administration nationale et les employeurs provinciaux. L'ISP remercie ABVAKABO de sa solidarité envers les syndicats zimbabwéens du secteur public.

Les gouvernements de l'ANASE signent une déclaration de protection des droits des travailleurs/euses migrants



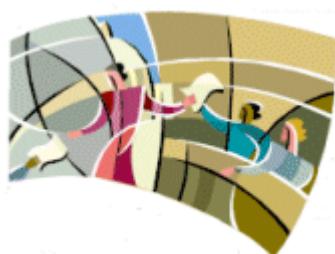
En janvier, les chefs d'État qui participaient au 12^{ème} sommet de l'Association des Nations d'Asie du Sud-Est (ANASE) ont signé une Déclaration de protection et de promotion des droits des travailleurs et travailleuses migrants. Cette Déclaration renvoie avec insistance aux instruments des Nations Unies pour protéger les droits humains fondamentaux, le bien-être et la dignité des travailleurs et travailleuses migrants. Elle éclaire cependant la question de la régularisation des

migrant-e-s sans-papiers tout en réaffirmant la souveraineté des États, libres de déterminer leur propre politique d'immigration.

La Déclaration énumère les obligations des États membres pourvoyeurs et receveurs envers les travailleurs/euses migrants, qui vont de l'accès aux ressources et à l'information et de la prévention de l'exploitation et du recrutement illégal, jusqu'aux recours en cas d'infraction. Elle identifie une liste d'engagements pour l'ensemble des pays de l'ANASE, dont la promotion de l'emploi décent, le développement des ressources humaines et les programmes d'intégration pour les migrant-e-s de retour au pays, le renforcement des capacités et le partage d'informations entre les États, l'aide aux travailleurs/euses migrants dans les situations de crise, et la coopération avec des organisations internationales et d'autres États. Un instrument sur la protection et la promotion des droits des travailleurs/euses migrants sera élaboré dans le cadre du suivi de la Déclaration.

Pour consulter le texte intégral de la déclaration : www.world-psi.org/migration.

Démarrage difficile pour l'Accord mondial contre la corruption



La première conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption (CNUCC) s'est tenue en Jordanie du 10 au 14 décembre. Les grandes décisions de mise en œuvre ont été reportées à la prochaine réunion, qui aura lieu en Indonésie en décembre 2007, mais un accord a néanmoins été conclu concernant la création d'un mécanisme de suivi de la mise en œuvre de la Convention.

Concernant le recouvrement d'avoirs, un groupe de travail intergouvernemental sera chargé de la question du retour des produits de la corruption. Concernant l'assistance technique, les gouvernements ont décidé d'organiser un atelier de coordination qui rassemblera des spécialistes du développement et de la lutte contre la corruption.

Des organisations de la société civile de plus de 30 pays ont assisté à cette conférence, dont l'affilié de l'ISP Tchiko Mourad, du Syndicat national autonome des personnels de l'administration

publique (SNAPAP), Algérie. (Annie Geron, de PSLINK, n'a pu être présente à cause du procès en cours). Les organisations de la société civile ont créé la Coalition of Civil Society Friends of UNCAC, qui publie régulièrement des bulletins d'information (MONITOR). Dans une déclaration conjointe, elles ont exhorté les gouvernements à tenir les engagements pris au titre de la CNUCC, notamment en ce qui concerne la protection des dénonciateurs. Des renseignements complémentaires sur la CNUCC, sur la réunion tenue en Jordanie ou sur la Coalition of Civil Society Friends of UNCAC, peuvent être obtenus auprès de Kirstine Drew, UNICORN :unicorn@againstcorruption.org.

Interdit aux Cubains



Des touristes cubains se sont vu signifier par l'hôtel Edderkoppen à Oslo qu'ils étaient désormais personae non gratae, alors qu'ils y descendaient pourtant régulièrement depuis cinq ans. Explication : cet hôtel fait partie de la chaîne Scandic, rachetée par le groupe américain Hilton, qui refuse l'accès à ces touristes en vertu de l'embargo américain sur Cuba. Le Norwegian Union of General Workers (qui organise entre autres le secteur minier et les services d'entretien privés)

et le plus grand syndicat norvégien, et affilié de l'ISP, Fagforbundet ont décrété un boycott immédiat, qui a déjà coûté à la chaîne hôtelière des centaines de milliers d'euros. « Nous ne pouvons tolérer que les États-Unis fassent la loi dans le monde entier. Qui plus est, Fagforbundet désapprouve totalement l'embargo américain sur Cuba » a déclaré dans un communiqué de presse Anne Grethe Skårdal, seconde vice-présidente de Fagforbundet. La loi norvégienne interdit les refus de prestation de services pour des motifs de citoyenneté ou autres raisons d'ordre ethnique. Voir <http://www.aftenposten.no/english/local/article1588670.ece>

Fermeture de l'enquête sur des pots-de-vin britanniques



Le premier ministre britannique Tony Blair est soumis à la forte pression internationale exercée par 130 ONG et associations caritatives pour qu'il revienne sur sa décision de fermer l'enquête sur des pots-de-vin versés dans le cadre d'un contrat de vente d'armes à l'Arabie saoudite. Des organisations comme Amnesty International, Oxfam, Friends of the Earth, Transparency International et l'ISP et UNICORN, ont écrit à M. Blair et à d'autres ministres pour que soit rouverte l'enquête du Bureau de détection des fraudes graves (Serious Fraud Office, le SFO) sur le contrat Al Yamamah conclu entre BAE Systems et le gouvernement saoudien. Elles ont averti M. Blair que cette affaire risquait « d'entacher irrémédiablement » la réputation de champion de la lutte contre la corruption de la Grande-Bretagne et que le gouvernement pourrait être accusé de pratiquer la politique du « deux poids, deux mesures » dans ses relations avec les pays en développement.

Le SFO a suspendu son enquête sur l'affaire BAE dans un souci d'intérêt public et pour des impératifs de « préservation de la sécurité nationale et internationale ». D'intenses pressions de BAE et des autorités saoudiennes, courroucées, ont précédé cette décision. Le SFO menait l'enquête sur des allégations de caisse noire et autres pratiques contraires à l'éthique dans le cadre du contrat de vente d'armes Al Yamamah signé il y a 20 ans avec Riyad, le plus gros contrat d'exportation du Royaume-Uni. L'année dernière, Riyad avait décidé d'acquérir 72 avions de chasse Eurofighter, contrat qui supplanterait Al Yamamah et représenterait à l'arrivée jusqu'à 40 milliards de GBP pour BAE.

Après l'Arabie Saoudite, la Tanzanie



Une nouvelle affaire de corruption secoue le Royaume-Uni. Le plus grand fabricant d'armes britannique aurait versé une commission occulte de 12 millions de dollars sur un compte suisse pour convaincre la Tanzanie, l'un des pays les plus pauvres au monde, d'acquérir un système de radar militaire controversé. Un intermédiaire tanzanien bien connu des autorités militaires et gouvernementales a avoué que l'argent avait bien été versé en secret sur un compte suisse par BAE Systems, qui fait actuellement l'objet d'une enquête du Serious Fraud Office. Tony Blair a donné le feu vert à la vente de 2002 mais Clare Short, ministre du gouvernement Blair, affirme que le Chancelier de l'Échiquier, Gordon Brown, et elle-même y étaient opposés. Les aveux de l'intermédiaire tanzanien, Sailesh Vithlani, ont conduit Clare Short à réclamer des poursuites contre BAE si ces allégations s'avèrent fondées. Elle déclare que le Premier ministre a personnellement insisté pour que le cabinet accepte ce contrat avec la Tanzanie. « Il a insisté pour que ce contrat se fasse, alors que l'affaire sentait la corruption à plein nez » déclare-t-elle. Voir <http://www.guardian.co.uk/armstrade/story/0,,1990523,00.html>.

L'imposture de la « banque de connaissances »



La Banque mondiale aime à se qualifier de « banque de connaissances ». Pourtant, un rapport interne critique une nouvelle fois sa vision de la réforme des retraites et de la sécurité sociale. La Banque a encouragé les pays en développement à privatiser, partiellement ou totalement, les systèmes publics de retraite, conseil suivi par le Général Pinochet au Chili en 1981. Le rapport qui formule cette nouvelle critique, « Evaluation of World Bank Research, 1998-2005 », a été préparé par un groupe d'économistes universitaires, dont un ancien responsable de la recherche au FMI, à la demande de François Bourguignon, Économiste en chef de la Banque mondiale. Le rapport cite deux domaines dans lesquels « la recherche a servi la propagande de la Banque mondiale... Les recherches internes qui allaient dans le sens de la Banque ont été mises en exergue, et les autres, ignorées. » (p.6). Le rapport parle ici des retraites et des travaux de la Banque en matière de « mondialisation, de croissance et de pauvreté », qui ont été « ... grandement conditionnés par son idéologie, sans considération aucune pour les spécificités du contexte national » (p.136). Initialement, la Banque mondiale refusait de discuter avec les syndicats de sa politique des retraites, mais elle a finalement organisé avec ceux-ci une conférence sur la réforme des retraites en 2003. Le mois dernier, la Banque a accepté d'organiser une nouvelle conférence sur l'évolution de sa politique des retraites en 2008, à laquelle seront conviés les syndicats. Ce rapport de 165 pages, « An Evaluation of World Bank Research, 1998-2005 », est disponible sur le site Internet de la Banque : <http://siteresources.worldbank.org/DEC/Resources/84797-1109362238001/726454-1164121166494/RESEARCH-EVALUATION-2006-Main-Report.pdf>.

Les fonctionnaires américains se battent pour leurs droits



Plus de 25 organisations syndicales du Mexique, des États-Unis et du Canada, représentant au total plusieurs millions de travailleurs, ont déposé une plainte commune contre les États-Unis au titre de l'Accord nord-américain de coopération dans le domaine du travail (ANACT),

volet social de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). L'ISP fait partie des signataires. Dans cette plainte, déposée officiellement au Mexique, les organisations accusent la Caroline du Nord et les États-Unis d'enfreindre l'ANACT et le droit international, en refusant à 650.000 fonctionnaires le droit à la négociation collective.

La colère gronde chez les fonctionnaires de Caroline du Nord, frustrés par l'absence de négociation collective et l'impossibilité de se faire entendre. L'ISP a soutenu une demande du syndicat United Electrical, Radio and Machine Workers of America (UE) pour une audition d'intérêt générale devant la Commission interaméricaine des droits de l'homme (www.iachr.org). Plus d'informations à l'adresse <http://www.ranknfile-ue.org/newsupdates/news.php?topicid=279&pageID=uenews>.

Un monde sans l'OMC



L'ONG Focus on the Global South vient de sortir une quatrième vidéo de sa série « Why the WTO is bad for you ». Intitulée « A world without the WTO » (« Un monde sans l'OMC »), cette vidéo nous décrit la vie dans une époque post-OMC et invite les spectateurs à s'imaginer un monde sans l'OMC. Elle peut être visionnée à l'adresse www.focusweb.org/world-without-the-wto.html. Les trois vidéos précédentes peuvent être visionnées ou téléchargées sur le site www.focusweb.org. Elles existent aussi au format VCD/DVD, et peuvent être commandées sur le site Internet, ou par courrier électronique à l'adresse admin@focusweb.org.

La moitié de la richesse mondiale est détenue par les 2% les plus riches



Un nouveau rapport d'un institut de recherche des Nations Unies indique que les 2% d'adultes les plus riches du monde détiennent plus de la moitié de la richesse globale des ménages. Le rapport de l'Institut mondial de recherche sur l'économie du développement (WIDER) est le premier du genre à couvrir tous les pays du monde, et traite de la « richesse » plutôt que des « revenus », la richesse étant la valeur des actifs d'une personne, déduction faite du passif. Le rapport révèle que la richesse est fortement concentrée en Amérique du Nord, en Europe, au Japon et en Australie : les habitants de ces régions détiennent 90% de la richesse mondiale totale. Un communiqué de presse très détaillé (en anglais, français et espagnol) est disponible sur le site de WIDER www.wider.unu.edu.

Global Policy Network

Le Global Policy Network (GPN) réunit des chercheurs/euses internationaux et des organisations de la société civile et fournit des études fiables qui permettent d'intégrer le point de vue des travailleurs/euses dans les débats politiques. Le GPN soutient les organisations de la société civile en renforçant leurs capacités de recherche. Il promeut des politiques socialement, économiquement et écologiquement durables. Créé en l'an 2000, le GPN constitue aujourd'hui une ressource incontournable pour les syndicalistes. Voir www.gpn.org.

Base de données sur le genre et le travail



La base de données GWD (Gender and Work Database) est un outil de recherche et d'enseignement interactif mis au point par la York University de Toronto, au Canada. Elle comprend six modules : soins de santé, migration, emploi précaire, technologie, travail non rémunéré et syndicats. Les modules étudient les questions liées au genre, au travail et aux syndicats par le biais de statistiques, de ressources syndicales et tirées du Web uniques en leur genre, et de rapports sur des thèmes essentiels.

Le GWD peut être consulté librement à l'adresse <http://www.genderwork.ca>. Pour accéder aux tableaux de données à des fins de recherche non-commerciale, veuillez vous procurer un mot de passe auprès de Krista.Scott-Dixon@mail.atkinson.yorku.ca.

Si vous ne souhaitez plus recevoir Flash ISP par courrier électronique, veuillez répondre à ce courrier en écrivant "unsubscribe" dans votre message.



International des Services Publics
www.world-psi.org communications@world-psi.org